

Le 27 avril 2017

Le très honorable Justin Trudeau, P.C.
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre,

C'est avec un vif sentiment d'urgence que nous, les représentants des Églises catholique, anglicane et presbytérienne du Canada, vous écrivons au sujet de la situation qui s'aggrave dans le Soudan du Sud. Nous nous adressons à vous, non seulement en tant que dirigeants religieux, mais aussi en tant que citoyens du Canada, un pays qui jouit de la paix et de la prospérité.

Tout d'abord, nous tenons à féliciter le gouvernement du Canada pour l'aide et l'attention qu'il a apportées, récemment et dans le passé, au Soudan du Sud, ainsi qu'au Yémen, à la Somalie et au Nigeria, quatre pays qui font face à une crise aiguë de pénurie de nourriture. Environ 20 millions de personnes sont actuellement en danger de famine. Nous nous sommes réjouis de l'annonce faite le 17 mars 2017 par le Ministre de l'Immigration, qui a réservé 119 millions de dollars pour ces quatre pays, dont 37 millions sont affectés expressément au Soudan du Sud. Le fait que le Canada maintienne sa contribution de 10 Casques bleus à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS, ou « opération SOPRANO ») est également un témoignage tangible de la préoccupation et de l'engagement de votre gouvernement pour cette région. Pourtant, il faut faire encore beaucoup plus.

Nos trois Églises ont des liens solides avec les Églises au Soudan du Sud, à la fois par nos communions et nos structures d'Église, ainsi que par l'aide humanitaire fournie par les organismes de secours et de développement de nos dénominations respectives. Le Conseil des Églises du Soudan du Sud travaille activement à promouvoir le dialogue et la réconciliation entre les parties belligérantes, conflit devenu incontrôlable depuis décembre 2013. Dans une lettre au Conseil de sécurité des Nations Unies, datée du 3 septembre 2016, le Conseil des Églises du Soudan du Sud a lancé son appel en faveur de la paix et a décrit les réalités horribles constatées sur place. En 2014, la résolution 2155 du Conseil de sécurité des Nations Unies a formulé une évaluation semblable des violations des droits de la personne.

Nous continuons d'entendre des rapports troublants de violations flagrantes des droits fondamentaux de la personne, qui sont perpétrées avec une impunité totale. Le 23 février 2016, les évêques catholiques du Soudan du Sud ont publié deux communiqués

décrivant la crise et réclamant une aide internationale. Les évêques ont signalé ce qui suit :

- Meurtres et tortures de civils, commis constamment
- Viols et violence sexuelle, utilisés comme armes de guerre
- Détentions illégales
- Brûlage et mutilation de corps humains
- Jetage de corps humains dans des fosses septiques remplies de déchets
- Châtiments collectifs infligés à des populations civiles
- Destruction des récoltes
- Obstruction de l'aide humanitaire aux civils

Les évêques ont affirmé que plusieurs des atrocités sont commises par les forces du gouvernement et celles de l'opposition. Les évêques signalent également l'épouvantable famine créée par l'homme qui est infligée au pays. Un article publié par le *Globe and Mail* le 26 mars 2017 a également donné un compte rendu de cette tragédie, signalant que 100 000 personnes au Soudan du Sud sont actuellement frappées par la famine, qu'un million d'autres sont sur le point de l'être, et que 5,5 millions de Soudanais du Sud sont en danger de famine d'ici juillet 2017. Étant donné ces souffrances inimaginables, il n'est pas étonnant que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) rapporte que le Soudan du Sud subit actuellement la crise des réfugiés qui croît le plus rapidement dans le monde, comptant 1,6 million de personnes déplacées sur une population de 11 millions, et 2 800 personnes en moyenne qui fuient le pays chaque jour.

Monsieur le Premier ministre, si la violence continue de faire rage, les tribus ethniques du Soudan du Sud risquent d'être encore plus hostiles les unes aux autres, ce qui rendra le gouvernement de ce jeune pays plus difficile et complexe lorsque la violence cessera finalement. Les profondes blessures sociales qui feront inévitablement suite à cette guerre civile pourraient plonger le Soudan du Sud dans un état d'instabilité perpétuelle et faire surgir encore d'autres maux sociaux persistants. Nous sommes déjà témoins d'un tel état de choses tragique dans d'autres régions du monde. La communauté internationale ne peut pas permettre que cela se répète au Soudan du Sud. Par conséquent, nous demandons à notre gouvernement :

- de considérer d'augmenter l'appui à la mission des Nations Unies en Soudan du Sud;
- de parler avec plus d'empathie à la maison et à l'étranger de la crise alimentaire dans la région et du grave conflit au Soudan du Sud, et de jouer un rôle de premier plan aux Nations Unies pour une plus grande assistance internationale;
- d'encourager la communauté internationale de fournir plus d'assistance humanitaire et d'aider à restaurer l'État de droit et de protéger les droits humains;
- de travailler consciencieusement avec les entreprises canadiennes au pays et à l'étranger, de même qu'avec la communauté internationale, y compris le Conseil de

sécurité des Nations Unies, pour empêcher que des armes et d'autres armements de type militaire n'entrent au Soudan du Sud.

En même temps que nous sommes convaincus que tous les gens de bonne volonté seront certainement poussés à agir par la situation tragique du Soudan du Sud, notre demande en tant que chrétiens est particulièrement motivée par l'enseignement de Jésus-Christ :

« Alors le Roi dira à ceux qui seront à sa droite : “Venez, les bénis de mon Père, recevez en héritage le Royaume préparé pour vous depuis la fondation du monde. Car j’avais faim, et vous m’avez donné à manger; j’avais soif, et vous m’avez donné à boire; j’étais un étranger, et vous m’avez accueilli; j’étais nu, et vous m’avez habillé; j’étais malade, et vous m’avez visité; j’étais en prison, et vous êtes venus jusqu’à moi! [...] Amen, je vous le dis : chaque fois que vous l’avez fait à l’un de ces plus petits de mes frères, c’est à moi que vous l’avez fait.” » (Matthieu 25, 34-36.40)

Dans l'attente de recevoir de vos nouvelles à ce sujet très bientôt, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre très haute considération.



Mgr Douglas Crosby, OMI
Évêque de Hamilton et président de la
Conférence des évêques catholiques du
Canada



Fred J. Hiltz
Archevêque et Primat
L'Église anglicane du Canada



Le révérend Douglas H. Rollwage
Modérateur de l'Assemblée générale 2016
de l'Église presbytérienne du Canada